

Note d'Analyse

Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité
70 Rue de la Consolation, B-1030 Bruxelles
Tél.: +32.2.241 84 20 - Fax : +32.2.245 19 33
Internet : www.grip.org - Courriel : admi@grip.org

URL : <http://www.grip.org/bdg/g1069.html>
Date d'insertion : 15/02/2007



Nucléaire et Corée du Nord, le plus difficile reste à venir

par Cédric Poitevin, chercheur au GRIP

15 février 2007

Ce mardi 13 février 2007, les négociations à six¹ sur le programme nucléaire nord-coréen ont abouti à Pékin à un nouvel accord selon lequel la Corée du Nord s'engage à geler son programme nucléaire en deux phases (fermeture du réacteur de Yongbyon et ensuite désactivation des installations nucléaires) en échange d'une importante aide énergétique. Ensuite, les six Etats aborderont, lors de nouvelles discussions, la question de la dénucléarisation du pays ainsi que d'autres dossiers comme les relations entre la Corée du Nord et les Etats-Unis.

Chronologie des principaux événements de la crise du nucléaire nord-coréen

12 mars 1993	La Corée du Nord annonce son intention de se retirer du Traité de non prolifération (TNP) avant de rétracter.
21 octobre 1994	Accord bilatéral entre Washington et Pyongyang qui prévoit le gel et ensuite le démantèlement du programme nucléaire nord-coréen.
29 janvier 2002	Georges Bush définit l'« axe du mal » composé de la Corée du Nord, de l'Irak et de l'Iran.
21 janvier 2003	La Corée se retire du TNP.
27-29 août 2003	Premier round des négociations à six.
10 février 2005	La Corée du Nord annonce qu'elle a des armes nucléaires.
5 juillet 2006	Pyongyang procède au tir de sept missiles.

¹ Les six Etats impliqués dans les négociations à six sont la Chine, la Corée du Nord, la Corée du Sud, les Etats-Unis, le Japon et la Russie.

15 juillet 2006	Le Conseil de sécurité des Nations unies adopte la résolution 1695 imposant des sanctions sur le programme balistique de Pyongyang.
9 octobre 2006	La Corée du Nord annonce avoir procédé à son premier essai nucléaire.
14 octobre 2006	Le Conseil de sécurité des Nations unies adopte la résolution 1718 imposant des sanctions et des restrictions en matière d'armement à la Corée du Nord.
16-18 janvier 2007	Les négociateurs américain et nord-coréen se rencontrent à Berlin.
8 février 2007	Relance des pourparlers dans le cadre des négociations à six.
13 février 2007	Les négociations à six aboutissent à un accord sur le gel du programme nucléaire de Pyongyang.

Un accord inespéré et bienvenu

Avant toute chose, l'accord est inespéré aux vues des très graves tensions de ces derniers mois car il permet de maintenir en vie le processus de discussion mis à mal par l'essai nucléaire de Pyongyang en octobre.

Il est également bienvenu pour les deux acteurs majeurs des négociations : d'une part les Etats-Unis, en mal de succès dans leur politique internationale et qui devront négocier dans les prochains jours l'épineux dossier iranien² et d'autre part, la Corée du Nord, durement touchée par les sanctions et les difficultés alimentaires et qui a vu son soutien chinois s'éloigner depuis octobre 2006.

L'accord offre à Pyongyang d'importantes fournitures énergétiques, pour autant qu'elle respecte la première partie de l'accord. L'administration Bush a, quant à elle, l'opportunité de tirer un certain profit diplomatique au plan international d'un accord qui, paradoxalement, tranche avec sa politique habituelle en matière de prolifération nucléaire.

S'il est trop tôt pour dire si cet accord est le signe d'un changement de cap majeur dans la politique actuelle des Etats-Unis, il porte clairement la marque de ses membres les plus modérés. Ceux-ci sont en effet parvenus à privilégier la mise en œuvre de négociations graduelles avec la Corée du Nord là où les faucons néoconservateurs exigeaient un accord global et immédiat de dénucléarisation totale³.

D'une certaine manière, le nouvel accord stabilise la situation et apparaît comme une solution sensée et faisable alors que jusqu'il y a peu, la Corée du Nord menaçait de se retirer totalement des négociations et de procéder à de nouveaux essais nucléaires.

² En effet, le 21 février 2007, arrivera à échéance l'ultimatum adressé par le Conseil de sécurité des Nations unies à Téhéran pour que celle-ci suspende ces activités d'enrichissement d'uranium.

³ Voir par exemple J. Yardley, « Seed of North Korean nuclear deal was planted in Berlin », International Herald Tribune, 13 février 2007 disponible sur <http://www.iht.com/articles/2007/02/13/news/nuke.php> et « Tentative Deal on North Korean Plutonium Program », Council on Foreign Relations, 13 février 2007 disponible sur http://www.cfr.org/publication/12561/tentative_deal_on_n_korea_plutonium_program.html

Le plus difficile reste à venir

Toutefois, avant de crier victoire, il est bon de rappeler que l'accord ne prévoit qu'un gel du programme nucléaire nord-coréen et non pas une dénucléarisation totale du pays. Ainsi, il laisse à de nouvelles négociations dont les échéances n'ont pas été fixées, le soin d'aborder tous les autres dossiers, dont ceux cruciaux des armes et du combustible nucléaires.

En supposant que, cette fois-ci, la Corée du Nord ne cherche pas à gagner du temps afin d'obtenir à l'usure la reconnaissance internationale de son statut de puissance nucléaire, elle accepterait donc de geler son programme nucléaire au plutonium en fermant le réacteur de Yongbyon et d'ouvrir l'ensemble de ses facilités aux inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique. En échange, elle recevrait d'importantes fournitures énergétiques, qui seraient plus que bienvenues étant donné le régime de sanctions établi à son encontre.

Toutefois, il serait étonnant que le régime de Pyongyang renonce à terme à l'arme nucléaire alors qu'il a investi tant de temps et d'énergie pour obtenir ce qui est désormais son seul instrument de négociations dans tous les domaines (alimentation, énergie, souveraineté nationale, pérennité du régime en place, etc.)

En réalité, il est vraisemblable que la Corée du Nord, profitant du manque de précisions dans l'accord sur son arsenal nucléaire existant, soumette à dure épreuve les nerfs des négociateurs des cinq autres Etats en résistant farouchement à toute tentative de désarmement.

C'est la raison pour laquelle la plus grande prudence doit être de mise. En outre, de nombreuses zones d'ombres subsistent encore dans d'autres dossiers connexes, qui promettent d'être autant de pierres d'achoppement. La question des restrictions financières, qui n'est pas abordée dans l'accord, sera-t-elle réglée dans les trente jours comme le prévoit Christopher Hill, le négociateur américain ? Qu'en sera-t-il du rétablissement des relations diplomatiques entre Washington et Pyongyang ? Quel sera le niveau de coopération des autorités nord-coréennes qui, par le passé, se sont toujours rétractées après la signature des accords ? Comment sera abordée la question de l'existence possible d'un autre programme nucléaire nord-coréen à l'uranium ? Tokyo et Pyongyang trouveront-ils un accord dans le dossier des enlèvements de citoyens japonais par la Corée du Nord ?

Les prochaines échéances

La fermeture dans les soixante jours de la centrale de Yongbyon sera une première indication de la volonté de Kim Jong-Il de respecter les engagements énoncés dans le nouvel accord.

Néanmoins, on ne saura ce qu'on peut vraiment attendre de cette nouvelle phase des négociations à six que lorsque Pyongyang aura totalement

désactivé le réacteur de cette centrale, permis le retour des inspecteurs de l'AIEA et fourni une liste complète de ses installations nucléaires.

A ce stade, il sera alors possible d'évaluer la volonté nord-coréenne de s'engager vers le désarmement dans le cadre des négociations à six et des groupes de travail prévus par ce dernier accord.

Par ailleurs, à plus long terme, même si la Corée du Nord accepte finalement de coopérer pleinement et de mener à bien une dénucléarisation totale, le processus promet d'être beaucoup plus complexe et long que le démantèlement des installations libyennes il y a trois ans. En effet, la Libye ne possédait pas d'armes nucléaires et son programme était beaucoup moins avancé que celui de Pyongyang.

A l'heure actuelle, l'un des points positifs majeurs de cet accord reste que, malgré les déclarations et les politiques menées précédemment⁴, l'administration américaine semble désormais encline à la négociation avec ce qu'elle appelle les « Etats voyous » en convenant qu'il n'y a parfois pas de meilleures options.

L'avenir dira si cette nouvelle approche primera dans les prochaines échéances internationales en matière de prolifération nucléaire.

© 2007, **GRIP • Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité**
70 Rue de la Consolation, B-1030 Bruxelles - Tél.: +32.2.241 84 20 - Fax : +32.2.245 19 33
Internet : www.grip.org - Courriel : admi@grip.org

La reproduction des informations contenues sur ce site est autorisée, sauf à des fins commerciales, moyennant mention de la source et du nom de l'auteur.

Reproduction of information from this site is authorised, except for commercial purposes, provided the source and the name of the author are acknowledged.

Avec le soutien de la



Wallonie

⁴ En 2004, en réponse à une question sur les négociations avec la Corée du Nord, George Bush avait déclaré « I don't think you give timelines to dictators and tyrans ».